



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## généralités

Question écrite n° 42733

### Texte de la question

Mme Véronique Louwagie attire l'attention de M. le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur le rôle de l'Europe dans les négociations climatiques internationales. Les efforts actuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) réalisés par les États ne sont pas suffisants pour prévenir de conséquences graves que pourrait provoquer le changement climatique. L'Union européenne qui a fait de la politique climatique un instrument de la construction communautaire, n'a pas réussi à élargir l'adoption du protocole de Kyoto au reste du monde et peine à influencer sur les négociations. L'Union européenne doit mettre en œuvre une diplomatie ambitieuse afin de trouver un compromis avec les États-unis et la Chine, principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de de serre, avec les autres pays émergents dont les émissions progressent rapidement et enfin avec les pays en développement, premières victimes des effets du changement climatique. Dans sa note d'analyse de novembre 2012, le Centre d'analyse stratégique propose « d'intégrer la lutte contre le changement climatique comme priorité dans les règles de l'Organisation mondiale du commerce ». Aussi, souhaite-t-elle l'interroger sur ses intentions suite à cette proposition.

### Texte de la réponse

Dans l'actuel « cycle de Doha », encadrant les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 2001, la question du changement climatique ne fait pas partie du programme de travail. Le Gouvernement soutient cependant un rapprochement de l'OMC avec d'autres organisations internationales afin de prendre en compte tous les aspects de la mondialisation, y compris sa dimension environnementale. Toutefois, il convient de noter que l'introduction de négociations sur le climat au sein de l'OMC serait très probablement un motif de blocage supplémentaire des débats dans cette enceinte qui a peiné à trouver, à Bali en décembre 2013, et après cinq échecs consécutifs, un premier accord depuis sa création en 1995. Par exemple, les projets de taxe carbone aux frontières rencontrent de très fortes oppositions. Les politiques commerciales des États et celles relatives à l'environnement sont pourtant étroitement liées. D'ailleurs, le paragraphe 31. i de la déclaration ministérielle de Doha, adoptée le 14 novembre 2001, évoque la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques établies dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM), tels que la convention-cadre des Nations unies pour le changement climatique (CCNUCC). Par ailleurs, cette déclaration soutient, en son paragraphe 31. iii, la réduction ou l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires visant les biens et services environnementaux. La libéralisation des biens environnementaux pourra, en effet, contribuer à l'amélioration de l'accès aux produits et aux technologies respectueux du climat et, ainsi, participer aux politiques d'atténuation et d'adaptation. Elle répond également au souci de la CCNUCC de transférer les technologies nécessaires à la lutte contre le changement climatique. Le Gouvernement est favorable à de tels transferts et soutient l'initiative du forum de coopération pour l'Asie et le Pacifique (APEC) qui consiste à réduire les droits de douane à 5 % pour 54 biens environnementaux à l'horizon 2015. En lien avec la Commission européenne, il cherche à faire de cette initiative la base d'un accord plurilatéral dans le cadre de l'OMC.

## Données clés

**Auteur** : [Mme Véronique Louwagie](#)

**Circonscription** : Orne (2<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 42733

**Rubrique** : Environnement

**Ministère interrogé** : Écologie, développement durable et énergie

**Ministère attributaire** : Écologie, développement durable et énergie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [19 novembre 2013](#), page 11947

**Réponse publiée au JO le** : [20 mai 2014](#), page 4059